



**Mauritanie**

**Mauritanie**

6 novembre 2003

## L'espoir d'élections libres et démocratiques disparaît

**La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) exprime sa plus vive préoccupation au regard de la répression menée contre les opposants politiques mauritaniens, à la veille du premier tour des élections présidentielles, prévu le 7 novembre.**

Le 6 novembre, les forces de sécurité ont procédé à l'arrestation de Mohamed Khouma Ould Haidallah, candidat d'opposition à l'élection présidentielle, ainsi qu'à celle de quatre membres de son directoire, Ismaïl Ould Amar, directeur général de campagne et porte-parole, Devaly Ould Cheïne, Mohamed Yehdih Ould Breïdelleïl, et Diop Mustapha. Lors de ces arrestations, MM. Haidallah, Devaly et Breïdelleïl ont été brutalisés. Par la suite, le domicile de M. Haba, directeur de campagne de M. Ould Haidallah dans les régions du sud, a été encerclé par les forces de l'ordre. Celles-ci, déployées en nombre, ont lancé des bombes lacrymogènes à l'intérieur de la propriété, où se trouvaient rassemblées environ 200 personnes. M. Haba a été arrêté avec d'autres personnes présentes sur les lieux. Tous les six sont poursuivis pour « complot ».

Avant son arrestation, Mohammed Khouma Ould Haidallah avait été convoqué par le ministre de l'Intérieur avec Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boukheïr, les deux autres candidats de l'opposition, pour leur préciser les conditions - limitées - dans lesquelles leurs représentants pourraient conduire leurs observations dans les bureaux de vote.

La FIDH souligne que les candidats d'opposition ont fait l'objet d'actes d'intimidation répétés depuis le début de la campagne électorale.

Le 3 novembre notamment, les autorités mauritaniennes avaient procédé à des perquisitions aux domiciles de M. Ould Haidallah et de dix de ses proches collaborateurs, au prétexte de chercher des armes. Le 4 novembre, le directeur de campagne de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, Président sortant et candidat à sa propre succession, avait annoncé que des documents révélant la préparation d'un coup d'Etat avaient été trouvés, alors qu'aucun procès verbal attestant leur présence n'aurait été dressé au terme de ces perquisitions.

Le 4 novembre, Sidi Ahmed et Sidi Mohamed, les deux fils de Mohamed Khouma Ould Haidallah, avaient également été arrêtés sur instruction du Directeur régional de la sûreté de Nouakchott pour « atteinte à la tranquillité et à la sécurité publique ». Ils sont toujours détenus.

En mai 2003, la FIDH avait déjà dénoncé une vaste campagne de répression à l'encontre des acteurs de la société civile, magistrats, opposants politiques, représentants religieux et étudiants, dont la majorité avaient d'ailleurs ensuite été libérés sans aucune forme d'explication.

La FIDH souligne le caractère arbitraire des arrestations et autres pratiques constatées dès lors qu'elles visent des personnes exerçant leur liberté politique pacifique universellement garantie. Aussi, la FIDH demande aux autorités mauritaniennes de procéder à la libération immédiate de toutes les personnes arbitrairement détenues.

La FIDH relaye le message des ONG indépendantes de défense des droits de l'Homme qui demandent que le scrutin prévu le 7 novembre soit suspendu conformément à la loi électorale mauritanienne qui dispose qu'en cas d'empêchement de l'un des candidats (maladie, décès, arrestation, ...), l'élection doit être automatiquement reportée.

<http://www.fidh.org/L-espoir-d-elections-libres-et-democratiques>